

# ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2024 : ENSEMBLE, COMBATTONS L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE !

## UN ENJEU ESSENTIEL DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les élections européennes approchent à grand pas et, partout en Europe, des sondages alarmants annoncent une forte progression de l'extrême droite au Parlement européen. Pour la CFTD, cette progression est une menace pour la construction européenne, pour tous les acquis obtenus au fil du temps, qui risquent de se voir détricotés. Face à cette menace, notre devoir est de combattre sans relâche l'extrême droite et ses idées qui portent atteinte à l'essence même de notre engagement syndical, ses valeurs et ses principes.

En France, le Rassemblement national (RN) veut faire des élections européennes des « élections de mi-mandat » et un référendum sur la migration.

**La campagne risque ainsi de totalement passer à côté des débats nécessaires pour l'avenir de l'Europe, telles que la réforme des institutions ou encore, la transition écologique<sup>1</sup>.**

Ce document propose un tour d'horizon de la progression des partis populistes, nationalistes et d'extrême droite en Europe. Il pointe les contradictions et les non-dits du RN sur les sujets qui devraient être au centre de la campagne des élections européennes et fait le point sur les enjeux et les conséquences d'une éventuelle ascension de ces partis au Parlement européen.

### TOUR D'HORIZON DE L'ASCENSION DES PARTIES POPULISTES, NATIONALISTES ET D'EXTRÊME DROITE DANS L'UE

#### Des partis populistes et d'extrême droite qui ne cessent de progresser en Europe...

La montée des partis populistes et d'extrême droite en Europe atteint un niveau sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Bien que ces partis ne forment pas un bloc homogène en termes d'idéologie, de popularité et d'influence, ils partagent une défiance commune envers l'Union Européenne. En Hongrie, le Premier ministre Viktor Orbán et son parti populiste Fidesz dirigent le pays depuis 2010, promouvant des politiques anti-migration et un positionnement pro-russe. En Italie, l'alliance des droites, menée par le parti postfasciste Fratelli d'Italia, a conduit Giorgia Meloni à la tête du gouvernement en septembre 2022. En Slovaquie, Robert Fico du parti populiste Smer-SD s'est allié aux partis d'extrême droite pour former une coalition gouvernementale en octobre 2023, malgré des positions divergentes sur l'UE.

#### Des gouvernements de coalition qui intègrent de plus en plus de partis populistes

Plusieurs pays européens font face à des gouvernements de coalition impliquant des partis populistes ou d'extrême droite. En Finlande, après les élections législatives d'avril 2023, le Premier ministre Petteri Orpo a formé une coalition avec le parti finlandais (PS), arrivé deuxième avec 20,1% des voix. Aux Pays-Bas, bien que Geert Wilders et son parti d'extrême droite PVV soient arrivés en tête des élections législatives de novembre 2023,

<sup>1</sup> « Le RN et l'Europe: Tout doit disparaître » sur *La Grande Conversation* par Thierry Pech, Directeur de Terra Nova.

la formation d'un gouvernement de coalition est toujours en discussion. Au Portugal, le parti populiste d'extrême droite Chega a quadruplé son nombre de sièges aux législatives de mars 2024, ouvrant la voie à des discussions pour une possible coalition gouvernementale. En Suède, bien que les Démocrates de Suède, un parti aux racines néonazies, ne fassent pas partie du gouvernement de coalition actuel, ils exercent une influence significative, notamment sur la politique migratoire.

### Des partis populistes qui progressent aussi dans les Parlements nationaux...

En Autriche, le parti populiste FPÖ, qui a déjà été impliqué dans des coalitions gouvernementales par le passé, est en bonne position pour réaliser une nouvelle percée lors des élections législatives de septembre 2023. En Allemagne, l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), malgré une croissance rapide, a vu ses intentions de vote chuter à la suite d'une proposition controversée d'expulsion d'Allemands d'origine étrangère. En France, le Rassemblement National (RN) est donné favori pour les élections européennes, ayant réalisé une percée significative lors des législatives de 2022. En Espagne, le parti VOX, fondé en 2013 et caractérisé par son climato-scepticisme et son nationalisme, a réalisé une ascension fulgurante, remportant 33 sièges au Parlement espagnol lors des élections législatives anticipées de juillet 2023.

## LES CONSÉQUENCES D'UNE PERCÉE DE L'EXTRÊME DROITE AU PARLEMENT EUROPÉEN

L'Union européenne a permis de garantir la paix, la démocratie et le progrès économique et social sur notre continent depuis 80 ans. Un grand nombre d'avancées sociales pour les travailleurs et les travailleuses sont le résultat de transpositions de directives et de textes européens.

Avec la progression plausible de l'extrême droite aux élections européennes, renforcée par un nombre croissant de gouvernements européens auxquels participent des partis d'extrême droite, celle-ci pourrait devenir incontournable dans la composition de la prochaine Commission européenne : les conséquences risqueraient d'être irréversibles, notamment pour les travailleurs.

En France, depuis les déconvenues du Brexit, le RN ne plaide plus pour un Frexit, mais il n'en demeure pas moins anti-européen. Aujourd'hui, son objectif assumé est d'affaiblir l'Union européenne.

**REPÈRES** De 2015 à 2019, le groupe des conservateurs et d'extrême droite précédemment nommé « *le Groupe des nations et des libertés* » comprenait 36 eurodéputés. À la suite des élections européennes de 2019, le groupe se radicalise avec 73 eurodéputés sous une nouvelle appellation : « *identité et démocratie* ».

L'analyse des votes de l'extrême droite au Parlement européen lors de cette dernière mandature illustre concrètement leur vision de l'Europe, une vision parfaitement antagoniste avec ce que portent le mouvement syndical européen et la Cfdt.

**Lire le document** « *Comment ont voté les partis français au Parlement européen ?* » réalisé par un cabinet indépendant. <https://www.cfdt.fr/ensemblecontrelextremedroite>

## LES TRAVAILLEURS ET LES SYNDICATS FACE À L'EXTRÊME DROITE EN EUROPE

**En France, une plongée dans l'histoire du Front national (FN) devenu Rassemblement national (RN) révèle une méfiance persistante à l'égard des syndicats.** Malgré les efforts de dédramatisation du RN, il perçoit toujours le syndicalisme comme une source de désordre qu'il faut réprimer. Il n'a jamais considéré l'action syndicale comme un levier de progrès et de démocratie sociale.

Cette vision du RN du syndicalisme trouve ses racines dans la charte du travail du 4 octobre 1941, promulguée par le gouvernement de Vichy pendant l'occupation allemande. Cette charte laisse entrevoir plusieurs réformes que le RN pourrait soutenir :

1. création de syndicats maison : le RN voudrait créer des syndicats contrôlés ou influencés par l'État ou les employeurs. Ces syndicats maison affaibliraient les organisations syndicales indépendantes et représentatives ;
2. limitation du rôle des syndicats : le RN aurait l'intention de limiter strictement le rôle des syndicats aux questions professionnelles pour les empêcher ainsi de s'impliquer dans les enjeux sociaux ou politiques plus larges.

**VERBATIM DU RN SUR SA HAINE DES SYNDICATS**

« On sent que les Français ne sont plus prêts à accepter les méthodes tyranniques des syndicats ».

« L'immense majorité des centrales médiatisées profite à fond du système qui les nantit de subventions et de châteaux... Ils sont souvent corrompus ».

« Jamais on ne les entend sur la politique d'immigration massive qui tire les salaires vers le bas, en fait la vérité, c'est que le monde du travail ne les intéresse pas »\*.

Pour Marine Le Pen : « les syndicats réformistes sont les idiots utiles de la Macronie ».

**En somme, la vision du RN sur le syndicalisme est marquée par une méfiance et une volonté de contrôle. Elle représente une conception du syndicalisme qui limite son rôle et sa capacité à défendre les droits et intérêts des travailleurs de manière indépendante.**

\* Tribune parue sur le site du RN le 20 mai 2020. Signé par Thibaut de la Tocnaye - membre du bureau politique du FN/RN.

**En Allemagne**, le parti de droite populiste AfD adopte une position hostile à la rhétorique de lutte des classes et dénonce les interventions positives de l'État en matière d'emploi et de dialogue social. L'AFD est en désaccord avec de nombreuses avancées sociales pour les travailleurs. Il s'oppose à l'extension des conventions collectives, propose la suspension de ces conventions pour les contrats publics, et rejette une augmentation du salaire minimum à 12 euros de l'heure, craignant des pertes d'emplois massives.

**En Suède**, le SD défend le modèle suédois où les partenaires sociaux négocient librement, mais critique les syndicats pour leur conciliation avec l'UE, qu'il voit comme une menace pour ce modèle. Bien qu'il semble soutenir le modèle social suédois, le SD est sceptique envers l'action des syndicats et s'oppose à la Confédération syndicale suédoise, par exemple en votant pour la suppression des déductions fiscales des cotisations syndicales.

**En Italie**, la Lega et Fratelli d'Italia expriment continuellement leur mépris envers les syndicats et la démocratie sociale, en évitant d'aborder le dialogue social dans leurs programmes électoraux. Ils remettent en question le droit de grève et cherchent à réformer les négociations collectives en prônant une approche régionale plutôt que nationale.

**ÉLECTIONS EUROPÉENNES :  
LE DOUBLE DISCOURS DU RN<sup>2</sup>**

Le RN a toujours clairement démontré son opposition aux grands textes européens prônant des avancées sociales et environnementales (en votant contre ou en s'abstenant). Demain, si son influence grandissante se confirmait, il pourrait concrètement être en mesure de peser négativement sur le Pacte européen sur la migration et l'asile et le Pacte vert (green deal) pour ne citer qu'eux. Il est aussi certain qu'il ferait tout pour freiner l'intégration européenne, c'est-à-dire stopper toute nouvelle mise en œuvre de politiques communes et compromettre ainsi **la coopération et la cohérence entre les États membres.**

**LE RN A VOTÉ CONTRE OU S'EST ABSTENU !**

**Découvrez les grands textes européens pour lesquels le RN a voté contre ou s'est abstenu :** des lois ou des résolutions pour l'égalité femmes/hommes, la relance économique des pays de l'UE après le Covid-19, le soutien à l'Ukraine, ou encore le devoir de vigilance des entreprises sur leurs impacts sur les droits de l'homme et de l'environnement (travail des enfants, esclavage, pollution et déforestation, etc.)

**UNION EUROPÉENNE  
COMMENT ONT VOTÉ  
LES PARTIS FRANÇAIS?**



<https://www.cfdt.fr/ensemblecontrelextremedroite>

<sup>2</sup> Pour aller plus loin : « Le RN et l'Europe: Tout doit disparaître » sur La Grande Conversation par Thierry Pech.

### > Le Pacte migratoire européen

#### Le contenu du Pacte sur la migration et l'asile

Ce pacte, approuvé par la Parlement et le Conseil en décembre 2023, n'a pas pour objectif d'ouvrir en grand les portes de l'Europe. Il prévoit d'accélérer le traitement des demandes d'asile, de réduire les mouvements secondaires au sein de l'UE et de manifester la solidarité européenne face aux flux entrants. Il propose une solidarité européenne entre les États membres qui ne repose nullement sur l'obligation d'accueillir, mais au contraire, sur un système de coordination à la carte : les États ont le choix entre un dispositif de relocalisation, une contribution financière ou un soutien opérationnel. Ceux qui ne veulent pas accueillir de migrants peuvent donc contribuer d'une autre manière. Pour la CFDT, ce pacte est loin d'être parfait : il contient d'ailleurs de nombreuses dispositions qui auraient pu séduire le RN si celui-ci n'y était pas opposé dans sa globalité. Ce pacte répond par certaines de ses dispositions aux sirènes des politiques migratoires ultra-sécuritaires au détriment de la dignité des exilés. Par exemple, s'il est définitivement adopté, tous les exilés seront soumis à une procédure de filtrage, ce qui accroît les risques de discriminations et de refoulements arbitraires.

**La CFDT déplore le fait que ce pacte remet en cause les valeurs européennes et aggrave les conditions d'accueil et les violations des droits des futurs exilés.**

#### Les mensonges du RN sur le Pacte migratoire

En résumé, le RN cherche à faire croire que le Pacte migratoire élaboré par la Commission européenne défend un projet immigrationniste, qui selon lui, va à l'encontre de l'avis des citoyens européens pour qui l'immigration est un problème.

**C'est FAUX !**

**Sur la forme : ce texte n'est pas l'œuvre exclusive de la Commission.** La Commission n'a pas le pouvoir d'imposer un texte aux États membres. Le Pacte a donc été soumis comme le prévoit les traités européens, à l'approbation des représentants des États membres (janvier 2024), il doit encore être approuvé par le Conseil et le Parlement. Il est donc le fruit d'un compromis patiemment construit, comme c'est souvent le cas par les États membres et le Parlement.

**Sur le fond :** on peut, comme c'est le cas pour la CFDT, ne pas être d'accord sur le Pacte migratoire mais pas pour de fausses raisons. Ce pacte n'a pas pour vocation, comme l'affirme le RN, de faciliter l'entrée des migrants dans l'UE sous peine de

sanctions ! Il prévoit d'accélérer le traitement des demandes d'asile en faisant jouer la solidarité européenne entre États membres pour l'accueil de migrants. Or pour les nationalistes, ces mesures sont déjà intolérables !

#### Les silences du RN sur le Pacte migratoire

Le RN passe sous silence les mesures sur lesquels le parti pourrait être en phase. Des exemples :

- Pas un mot sur l'intégration des données biométriques des migrants à la base de données Eurocad. Ces dispositions s'appliqueraient même aux enfants.
- Pas un mot sur le traitement des demandes d'asile aux frontières extérieures de l'UE (c'est pourtant une demande du RN). Cette procédure en accélérée ne permettra pas la même qualité d'examen.
- En 2022, alors que le Parlement européen débattait sur la thématique « *comment attirer des talents vers l'UE* », l'**eurodéputé Jean-Lin Lacappelle** se prononçait contre. Il déclarait au nom du groupe d'extrême droite européen (ID) : « *Une fois de plus, la Commission européenne promeut son idéologie immigration absolue et encourage la submersion de nos nations européennes* ».

Cependant, depuis que les États membres se permettent « *l'ouverture des voies légales d'immigration de travail* » le RN est devenu silencieux sur ce sujet.

Pour ne citer que deux exemples : rappelons que faute de main d'œuvre, Giorgia Meloni vient d'accepter 452 000 travailleurs étrangers supplémentaires pour les 3 ans à venir. Quant à Victor Orbàn, il a créé un statut de « *travailleur invité* » qui permettrait d'accueillir jusqu'à 500 000 personnes pour répondre à la pénurie de main d'œuvre qui frappe la Hongrie.

#### > Le Pacte vert

Pour Marine Le Pen, « *la transition écologique imposée par Bruxelles serait une écologie contre l'homme - un antihumanisme* ». Le Pacte vert organiserait la décroissance sur tous les fronts.

#### Le front énergétique, selon le RN :

- **le Pacte vert exigerait l'abandon du nucléaire** au mépris du caractère décarboné de cette énergie : cette accusation renie la bataille menée et remportée par la France qui a obtenu la reconnaissance de l'énergie nucléaire comme énergie de transition par ses partenaires

européens; alors que le RN se défend de soutenir les énergies propres, Marine Le Pen demande en 2022 le démantèlement des installations photovoltaïques et des éoliennes;

- Toujours en 2022, Marine Le Pen propose de supprimer la TVA sur les carburants automobiles (ce qui aurait pourtant pour conséquence de doper la consommation polluante d'énergies fossiles).

### Le plan industriel, selon le RN

**« L'interdiction du moteur thermique » et « la persécution des automobilistes » réunissent « les conditions d'un effondrement de l'industrie automobile ».** La dénonciation de l'interdiction des moteurs thermiques fait référence à l'interdiction à partir de 2035 de véhicules neufs émetteurs de gaz à effet de serre. Or, au-delà de leur impact écologique, la défense du moteur thermique soulève de nombreux problèmes :

- la pollution causée par la combustion d'énergies fossiles est à l'origine de millions de morts chaque année;
- cela ne ferait qu'accroître le retard que nous avons déjà sur la transition industrielle vers le véhicule électrique;
- cela irait à l'encontre de la pseudo-volonté du RN de défendre avant tout le pouvoir d'achat des classes populaires et moyennes : consommer des carburants importés coûte 5 à 6 fois plus cher que recharger son véhicule avec de l'électricité domestique produite en France !

**En résumé, défendre les moteurs thermiques reviendrait à :**

- **dépendre des importations d'énergies fossiles en provenance de pays qui ne sont pas tous des démocraties,**
- **impacter négativement le pouvoir d'achat des consommateurs,**
- **accélérer le risque de décroissance industrielle en ne soutenant pas l'industrie de la mobilité électrique,**
- **entretenir le déni sur la nécessité d'accélérer la transition écologique.**

### Le Pacte vert, selon le RN

**Bruxelles mettrait en danger la santé publique.** Lors de son discours prononcé lors du meeting de Marseille le 3 mars dernier, Marine Le Pen prétend que « *le Pacte vert voudrait nous faire manger des insectes* ».

La Commission européenne a bien autorisé en 2021, après avis de l'autorité de sûreté alimentaire de l'UE,

la commercialisation de certains insectes pour l'alimentation humaine. Mais cette autorisation est commercialement et sanitaire bien encadrée. Un étiquetage indique clairement au consommateur l'utilisation de ces nouveaux types d'aliments dont les qualités nutritives et écologiques sont scientifiquement reconnues.

Et aucun document ni aucune déclaration n'indique que les Européens pourraient être « *contraints ni même incités à manger des insectes* ». Cela reste un choix libre et éclairé.

Ce genre de fausse déclaration trouve malheureusement un certain écho et profite aux partis d'extrême droite. C'est notamment le cas en Slovaquie, où un tiers des Slovaques sont convaincus que Bruxelles met en danger la santé publique en imposant l'ajout clandestin de protéines d'insectes dans leurs aliments.

#### BRUXELLES ET SES PARTENAIRES EXAGÉRERAIENT LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Le RN expose ainsi sa vision climatosceptique et sa défiance vis-à-vis de la science en général.

#### VERBATIM DU RN DÉMONTRANT SON CLIMATOSCEPTICISME

Thomas Ménager (député RN et porte-parole du groupe parlementaire RN à l'Assemblée Nationale) : « *les experts du GIEC ont parfois tendance à exagérer, c'est leur rôle* ». Selon lui, les scientifiques se comportent comme un lobby et le rôle des politiques devrait être de les tempérer. (France Inter 21 août 2023).

Christophe Barthès (membre du groupe parlementaire RN et connu pour ses positions climatosceptiques) : tandis qu'une vague de froid déferle sur la Suède début janvier 2024, il déclarait ironiquement sur son compte Tweeter « *attendre les commentaires du GIEC sur le sujet* ». Il confiait également au quotidien *Le Monde* « *ses doutes sur la corrélation de l'activité humaine sur le changement climatique* ».

### LE RN A VOTÉ CONTRE !

**En 2020**, le RN a voté contre quasi toutes les initiatives européennes du Pacte vert européen visant à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 (voir en annexe, page 8, la liste des votes des groupes politiques au Parlement européen concernant le climat et la transition juste). Deux ans plus tard, il persistait en votant contre la mise en place d'un fonds social pour le climat, dédié aux plus vulnérables, touchés notamment par la précarité énergétique.



**En savoir plus** dans cette étude réalisée par un cabinet d'audit indépendant : <https://www.cfdt.fr/Europe-votes>

### > L'intégration européenne

Selon le RN, la Commission européenne est accusée d'avoir tout au long de son mandat conquis de nouvelles compétences au détriment des États membres et de leur souveraineté. Le parti d'extrême droite estime que derrière l'intégration européenne se dessine un plan de « *fusion européenne* » pour créer un « *état unitaire et centralisé* » au préjudice de nos libertés nationales !

### La crise Covid aurait donné à la Commission européenne l'occasion de « s'approprier la stratégie vaccinale » et la « compétence santé ».

**C'est FAUX !**

- La Commission ne s'est pas appropriée la stratégie vaccinale, ce sont les chefs d'État et de gouvernement de l'UE qui lui ont confié l'organisation des achats groupés de vaccins. Ce qui a permis de faire des économies d'échelle, d'assurer des livraisons dans des délais raisonnables pour tous les pays de l'UE, y compris les plus petits. Au final, l'UE a permis de mutualiser et de financer l'achat de 2,6 milliards de doses de vaccins. En revanche, elle ne s'est pas impliquée dans l'organisation des campagnes vaccinales des États membres.
- Au même moment, Marine Le Pen recommandait l'achat du vaccin Russe Spoutnik V, qui n'était alors pas reconnu ni par l'OMS, ni par l'Agence européenne du médicament. Cette non-reconnaissance se justifiait, selon elle, par le fruit d'une idéologie européenne « antirusse ».

### LE RN S'EST ABTENU !

**En 2022**, le RN s'est abstenu sur la mise en œuvre du plan européen de relance pendant la crise Covid, prouvant son rejet de cet outil d'efficacité économique et de justice sociale.

**En savoir plus** dans cette étude réalisée par un cabinet d'audit indépendant : <https://www.cfdt.fr/Europe-votes>

### La crise ukrainienne aurait donné à la Commission l'occasion de former un « projet d'armée européenne ».

**C'est FAUX !**

- La défense ne fait pas partie des compétences de l'UE et il n'existe pas d'armée européenne.
- En revanche, les États membres peuvent mettre leurs forces à disposition de l'Otan dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

À propos de la guerre en Ukraine, rappelons que le 16 février 2022, quelques jours avant l'invasion russe, les élus du RN au Parlement européen étaient les seuls à voter contre le projet d'assistance financière à l'Ukraine. Si le discours du RN s'est infléchi, les eurodéputés continuent de freiner la solidarité à l'égard de Kiev.

Voici quelques exemples démontrant les difficultés qu'a le RN à s'opposer et à condamner les agissements de la Russie :

- vote contre la résolution réclamant la création d'une seconde commission spéciale sur la désinformation et les ingérences étrangères (dont la Russie) (10 mars 2022) ;
- vote contre la résolution visant à faire reconnaître la Russie comme un « *état soutenant le terrorisme* » (23 novembre 2022) ;
- abstention sur la résolution condamnant l'escalade de la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine (6 octobre 2022), et sur la résolution condamnant les conditions de détentions d'Alexei Navalny et d'autres prisonniers russes (16 février 2023).

**En 2023**, le RN s'est abstenu sur le vote d'une résolution visant à soutenir l'Ukraine et à renforcer les sanctions contre la Russie.

**En savoir plus** dans cette étude réalisée par un cabinet d'audit indépendant : <https://www.cfdt.fr/Europe-votes>

En résumé, ce que l'on constate à ce stade du projet « européen » du RN, c'est qu'il est imprécis. Leur popularité repose, entre autres, sur de fausses informations et sur un sentiment de défiance vis-à-vis de l'UE.

Le RN sait aussi rester silencieux pour éviter de débattre de certains sujets avec les autres partis politiques et risquer ainsi d'afficher clairement ses ambiguïtés. En Europe, le climat politique est tendu à cause de la guerre en Ukraine et nécessite que chacun se positionne clairement pour résoudre cette grave crise : le RN lui, fuit le débat. Au niveau international, ce n'est pas mieux. Le risque d'une réélection de Donald Trump pourrait radicalement bouleverser les rapports de force géopolitiques. Sur ce sujet aussi le RN reste très peu loquace, voire silencieux. Pourtant, c'est une question aussi sensible qu'essentielle pour l'avenir de l'Europe.

Lutter contre l'extrême droite et ses idées n'est pas l'alpha et l'omega de notre mobilisation dans le cadre de la campagne pour les élections européennes mais cela reste un combat essentiel pour défendre les valeurs, les idéaux et l'avenir européens. La CFDT porte un projet ambitieux pour l'Europe, un engagement sans faille pour la construction européenne avec :

- une Europe qui se réforme pour plus de démocratie,
- une Europe économiquement plus solidaire,
- une Europe plus sociale,
- une Europe à la pointe dans la lutte contre le changement climatique.

### POUR ALLER PLUS LOIN

Deux argumentaires sont disponibles au téléchargement pour bien appréhender les enjeux de ces élections et les revendications de la CFDT : <http://www.cfdt.fr/electionseuropennes2024>

- Élections européennes 2024 : un enjeu de taille pour l'avenir de l'Europe et pour toute la CFDT.
- Europe : ce que veut la CFDT

### ANNEXE

Votes des groupes politiques par ordre de placement de sièges au Parlement européen concernant le climat et la transition juste

## ANNEXE

### VOTES DES GROUPES POLITIQUES PAR ORDRE DE PLACEMENT DE SIÈGES AU PARLEMENT EUROPÉEN CONCERNANT LE CLIMAT ET LA TRANSITION JUSTE

Ce tableau reprend les résultats des partis politiques français issus de l'étude paneuropéenne conduite par le Climate Action Network-Europe, le Bureau européen de l'environnement, Transport & Environnement, Birdlife et WWF-EU.

#### TEXTES ÉVALUÉS

Ces textes ont été sélectionnés en fonction de leur importance dans le Pacte vert européen, de la représentation des priorités des 5 ONG européennes, de l'expertise des associations précitées et de la disponibilité des données (votes par appel nominal en plénière qui ont déterminé la position du Parlement avant les trilogues).

#### NOTATION

Les résultats sont basés sur le vote individuel des députés européens. Les votes analysés concernent uniquement ceux sur des amendements déposés en plénière, au moment de l'adoption de la position du Parlement sur un texte de loi. Il s'agit de l'étape précédant les trilogues (négociations avec le Conseil et la Commission). Les votes des députés sont évalués sur 100 en fonction des recommandations des 5 ONG européennes sur les votes/amendements sélectionnés : soutien ou rejet de l'amendement. Un vote conforme à ces recommandations attribue le maximum de points. En revanche, une abstention, un vote contre ainsi que l'absence du député lors du vote attribuent zéro point. Tous les votes ou amendements ont le même poids dans le score de chaque député. La note du parti est constituée par la moyenne des notes des députés qui le composent. Pour chaque texte, le nombre d'amendements sélectionnés diffère. Donc les amendements n'ont pas tous le même poids dans la note d'un député. Par exemple, pour la directive sur l'efficacité énergétique, un seul amendement détermine la note des eurodéputés. Tandis que pour la loi sur la restauration de la nature, 10 amendements ont été pris en compte. Chaque texte a le même poids dans la note globale des partis.

#### AGRÉGATION DES VOTES

Les scores individuels des députés européens sont ensuite agrégés pour composer le score collectif des partis politiques nationaux et des groupes politiques européens : le score collectif du groupe politique, par exemple Renew Europe, correspond au score moyen de tous les députés de ce groupe.

Les députés non affiliés sont regroupés sous NA/NI.

#### DANS CE TABLEAU

Les codes couleur suivants sont attribués à partir des notes de la coalition des 5 ONG européennes : noir : 0-24/100 ; rouge : 25-49/100 ; orange : 50-74/100 ; vert : 75-100/100. Un curseur a été placé pour préciser la note.

Les notes correspondent à la moyenne des partis qui composent le groupe politique européen auquel les partis appartiennent :

- Place Publique, le Parti Socialiste, Nouvelle Donne siègent au sein de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au niveau européen ;
- Les Écologistes, Régions et Peuples solidaires siègent au sein des Verts/ Alliance libre européenne ;
- La France Insoumise, La Gauche Républicaine et socialiste siègent au sein du Groupe de la gauche au Parlement européen ;
- Agir - La droite constructive, Horizons, Mouvement Démocrate, Mouvement Radical Social-Libéral, Parti radical, Renaissance siègent au sein de Renew Europe ;
- Les Républicains, Les Centristes siègent au sein du Parti populaire européen ; Reconquête siège au sein du groupe des Conservateurs et Réformistes européens ;
- Le Rassemblement National siège au sein d'Identité et Démocratie.

Les moyennes sont calculées en prenant en compte le nombre de députés qui composent chaque parti.



Dans ce tableau, les groupes politiques sont listés par ordre de placement de sièges au Parlement européen.

PILIER	TEXTES	GRUPE DE LA GAUCHE AU PARLEMENT EUROPEEN LA FRANCE INSOUMISE, LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALISTE	ALLIANCE PROGRESSISTE DES SOCIALISTES ET DEMOCRATES PLACE PUBLIQUE, PARTI SOCIALISTE, NOUVELLE DONNEE	VERTS/ ALLIANCE LIBRE EUROPEENNE LES ECOLOGISTES, REGIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES	RENEW EUROPE AGIR - LA DROITE CONSTRUCTIVE, HORIZONS, MOUVEMENT DEMOCRATE, MOUVEMENT RADICAL, SOCIAL-LIBERAL, PARTI RADICAL, RENAISSANCE	PARTI POPULAIRE EUROPEEN LES REPUBLICAINS, LES CENTRISTES	CONSERVATEURS ET REFORMISTES EUROPEENS RECONQUETE	IDENTITE ET DEMOCRATIE RASSEMBLEMENT NATIONAL
CLIMAT ET TRANSITION JUSTE	Loi Climat	●	●	●	●	●	●	●
	Système d'échange et de quotas d'émissions	●	●	●	●	●	●	●
	Objectifs de réduction de GES pour le transport, le bâtiment, l'agriculture et les déchets	●	●	●	●	●	●	●
	Fonds social climat	●	●	●	●	●	●	●
	Émission et absorption de CO <sub>2</sub> des sols, des arbres, des plantes, de la biomasse et du bois	●	●	●	●	●	●	●
	Performance énergétique des bâtiments	●	●	●	●	●	●	●
	Efficacité énergétique	●	●	●	●	●	●	●
	Projets d'intérêt commun	●	●	●	●	●	●	●
	Normes CO2 : voitures et camionnettes	●	●	●	●	●	●	●
	Normes CO2 : camions et bus	●	●	●	●	●	●	●
Décarbonation de l'aviation	●	●	●	●	●	●	●	
Décarbonation du secteur maritime	●	●	●	●	●	●	●	

PILIER	TEXTES	GRUPE DE LA GAUCHE AU PARLEMENT EUROPEEN LA FRANCE INSOUMISE, LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALISTE	ALLIANCE PROGRESSISTE DES SOCIALISTES ET DEMOCRATES PLACE PUBLIQUE, PARTI SOCIALISTE, NOUVELLE DONNE	VERTS/ ALLIANCE LIBRE EUROPEENNE LES ECOLOGISTES, REGIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES	RENEW EUROPE AGIR - LA DROITE CONSTRUCTIVE, HORIZONS, MOUVEMENT DEMOCRATE, MOUVEMENT SOCIAL-LIBERAL, PARTI RADICAL, RENAISSANCE	PARTI POPULAIRE EUROPEEN LES REPUBLICAINS, LES CENTRISTES	CONSERVATEURS ET REFORMISTES EUROPEENS RECONQUETE	IDENTITE ET DEMOCRATIE RASSEMBLEMENT NATIONAL
NATURE	Politique agricole commune	●	●	●	●	●	●	●
	Restauration de la nature	●	●	●	●	●	●	●
	Lutte contre la déforestation importée	●	●	●	●	●	●	●
	Contrôle de la pêche	●	●	●	●	●	●	●
	Réduction des pesticides	●	●	●	●	●	●	●
	Energies renouvelables	●	●	●	●	●	●	●
	8 <sup>e</sup> programme sur l'environnement	●	●	●	●	●	●	●
	Interdiction de la chasse au plomb dans les zones humides	●	●	●	●	●	●	●

PILIER	TEXTES	GROUPE DE LA GAUCHE AU PARLEMENT EUROPEEN LA FRANCE INSOUMISE, LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALISTE	ALLIANCE PROGRESSISTE DES SOCIALISTES ET DEMOCRATES PLACE PUBLIQUE, PARTI SOCIALISTE, NOUVELLE DONNEE	VERTS/ ALLIANCE LIBRE EUROPEENNE LES ECOLOGISTES, REGIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES	RENEW EUROPE AGIR - LA DROITE CONSTRUCTIVE, HORIZONS, MOUVEMENT DEMOCRATE, MOUVEMENT SOCIAL-LIBERAL, PARTI RADICAL, RENAISSANCE	PARTI POPULAIRE EUROPEEN LES REPUBLICAINS, LES CENTRISTES	CONSERVATEURS ET REFORMISTES EUROPEENS RECONQUETE	IDENTITE ET DEMOCRATIE RASSEMBLEMENT NATIONAL
<b>ZÉRO POLLUTION ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE</b>	Traitement des eaux urbaines résiduaires	●	●	●	●	●	●	●
	Eau des eaux souterraines et normes de qualité environnementales	●	●	●	●	●	●	●
	Classification, étiquetage et emballage des substances et des mélanges chimiques	●	●	●	●	●	●	●
	Qualité de l'air	●	●	●	●	●	●	●
	Emballages et déchets d'emballages	●	●	●	●	●	●	●
	Emissions industrielles	●	●	●	●	●	●	●
	Émissions du transport routier	●	●	●	●	●	●	●
	Matières premières critiques	●	●	●	●	●	●	●
	Devoir de vigilance des entreprises	●	●	●	●	●	●	●
	Règlement sur le mercure	●	●	●	●	●	●	●